



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Citoyenneté
de la Légalité et de l'Environnement**

**Bureau des Installations et Travaux Réglementés pour la
Protection des Milieux**

Affaire suivie par : M. CORONGIU

Tél: 04;84.35.42.72

Dossier 2024-128-MED

jean-luc.corongiu@bouches-du-rhone.gouv.fr

Marseille, le

18 NOV. 2024

**Arrêté n°2024-128-MED mettant en demeure la société LYONDELLBASELL
SERVICES FRANCE, dans le cadre du respect des prescriptions
applicables au stockage de javel et à la situation du bac
T718, de ses installations situées sur la
commune de Berre l'Etang**

**Le Préfet de la région Provence-Alpes-Cote d'Azur
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud
Préfet des Bouches-du-Rhône**

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2000-34/1-2000A du 02 mars 2000 imposant des prescriptions complémentaires à la SOCIÉTÉ BERROISE DE RAFFINAGE pour son dépôt du Port de la Pointe ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 178-2009 PC du 7 juillet 2009 imposant des prescriptions complémentaires à la Compagnie Pétrochimie de Berre pour les installations situées au Port de la Pointe ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2010-104 PC du 3 mai 2010 imposant des prescriptions complémentaires et clôturant l'étude de dangers sur le dépôt de liquides inflammables et de gaz de pétrole liquéfiés au Port de La Pointe sur la commune de Berre-l'Etang ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2013-272 PC du 21 août 2013 portant changement d'exploitant au profit de la société LYONDELLBASELL SERVICES FRANCE SAS pour l'exploitation du dépôt de liquides inflammables et gaz inflammables liquéfiés du Port de la Pointe situé sur la commune de Berre-l'Etang ;

Vu le rapport du Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement en date du 2 mai 2024 ;

Vu la procédure contradictoire menée auprès de l'exploitant ;

Considérant que la société LYONDELLBASELL SERVICES FRANCE SAS, exploitant des activités de stockage de produits inflammables situé au Port de la Pointe sur la commune de Berre l'Etang, a fait l'objet d'une visite réalisée par l'inspection de l'environnement (DREAL) le 7 décembre 2023 ;

Considérant que lors de cette visite l'inspection de l'environnement a constaté la présence dans le bâtiment javel de 21 bidons de Trasar classé dangereux pour l'environnement de 20L (soit 420L) sur une rétention de 150 L, ainsi que 17 bidons de javel classé dangereux pour l'environnement de 20 L (soit 340 L) sur une rétention de 150L ;

.../...

Considérant que ces constats constituent un manquement au point I de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé qui impose que, pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, une capacité de rétention égale à la capacité totale des récipients lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres ;

Considérant que le bac T718, qui appartenait à la société Cabot et contenait du fuel, selon les dispositions de l'article 4 de l'arrêté préfectoral n° 2000-34/1-2000A du 02 mars 2000, était autorisé à être exploité par LYODELLBASELL SERVICES FRANCE SAS, au titre de la rubrique 1432 selon l'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 178-2009 PC du 7 juillet 2009 ;

Considérant que lors de la visite du 7 décembre 2023, l'exploitant indique que le bac T718 était au chômage depuis la cessation d'activité de la société Cabot en 2009 et que par conséquent, il ne faisait plus l'objet de suivi d'exploitation, ni de maintenance préventive, bien qu'il soit, avec ses tuyauteries associées, toujours sous produit ;

Considérant que ces constats constituent un manquement à l'article 20 l'arrêté préfectoral n° 2000-34/1-2000A du 02 mars 2000 susvisé qui impose à l'exploitant de prendre toutes les dispositions nécessaires sans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelle de l'air, des eaux ou des sols ;

Considérant que l'exploitant a confirmé, dans le cadre de la procédure contradictoire, son souhait de pas conserver le bac T718 et de le mettre en sécurité ;

Considérant que l'exploitant a également précisé la présence d'amiante dans les peintures et dans la boîte anti-feu de pied de bac, conduisant à la nécessité de désamianter une partie du bac préalablement aux travaux de nettoyage ;

Considérant que des délais sont nécessaires pour la vidange et l'inertage de réservoirs d'hydrocarbures, constatés sur d'autres sites pour des opérations similaires ;

Considérant qu'il y a lieu, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure la société LYONDELLBASELL SERVICES FRANCE SAS à Berre l'Etang de respecter les dispositions :

- du point I de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé ;
- et de l'article 20 de l'arrêté préfectoral n° 2000-34/1-2000A du 02 mars 2000 susvisé ;

Sur proposition du Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement ;

ARRÊTE

Article 1 - La société LYONDELLBASELL SERVICES FRANCE SAS à Berre l'Etang, dont le siège social est situé Chemin Départemental 54, 13130 Berre-l'Etang, est mise en demeure :

- de respecter les dispositions du point I de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé :
 - en modifiant les rétentions afin qu'elles puissent recueillir la capacité totale des récipients mobiles du local javel, **dans un délai d'une semaine** à compter de la notification du présent arrêté.
- de respecter l'article 20 de l'arrêté préfectoral n° 2000-34/1-2000A du 02 mars 2000 susvisé :
 - en mettant en sécurité le bac T718 et la tuyauterie associée par vidange complète et inertage , **dans un délai de 6 mois** à compter de la notification du présent arrêté.
 - En transmettant la convention signée entre l'exploitant et la société Cabot ainsi qu'un planning détaillé des travaux **dans un délai de 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté ;

Article 2 - En cas de non-respect des obligations prévues à l'article 1 du présent arrêté dans les délais prévus par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.


Article 3 - Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Marseille, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Article 4 - Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Bouches-du-Rhône pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 -- Exécution

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Sous-Préfet d'Istres,
- Le Maire de Berre l'Etang
- Le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
- Le Directeur Départemental des territoires et de la Mer,
- Le Directeur de l'Agence Régionale de Santé,
- Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
et toutes autorités de police et de gendarmerie, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Marseille, le 18 NOV. 2024

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Cyrille LE VELY